

L'Afrique du Sud se défend

Messieurs,

Votre numéro de janvier/février 1978 comprenait un article de Christopher Young sur le musellement de la presse en Afrique du Sud. L'auteur en venait à la conclusion que l'Afrique du Sud «ne cherche même plus à conserver l'apparence de la liberté de la presse», qu'elle «intensifie la répression plutôt que de s'en éloigner», qu'il n'y aura peut-être bientôt plus d'interlocuteurs et que la «guerre civile» risque d'éclater bientôt. Voilà de bien sombres prédictions, illustrées d'ailleurs de caricatures et de photographies chargées d'émotivité. . .

Permettez-moi d'attirer l'attention de vos lecteurs sur quelques points qui ressortent de l'article de M. Young.

Premièrement, j'espère qu'ils auront remarqué que M. Young expose catégoriquement sa position dès le début de son article en affirmant que «le débat sur les questions morales entourant la politique sud-africaine est largement dépassé».

Il rejette donc dès le départ l'utilité de toute nouvelle discussion sur l'une des questions qui sont vraiment au centre de la politique sud-africaine. Il crée l'impression que les gens ont des idées déjà bien arrêtées et que leur attitude est intraitable. Il se pourrait évidemment qu'il soit un «réfractaire de longue date», mais il ne devrait pas prêter son manque de souplesse à la grande majorité des Sud-Africains. Il suffit d'ouvrir n'importe quel journal sud-africain ou de parler à un Sud-Africain de quelque origine ethnique que ce soit pour comprendre la vivacité du débat qui entoure précisément la moralité et la pertinence des politiques sud-africaines. Il est presque impossible de ne pas remarquer l'ardeur et la sincérité avec lesquelles nous cherchons des solutions à nos problèmes extraordinairement complexes.

Peut-être l'auteur n'a-t-il pas remarqué ce débat étant donné que sa visite en Afrique du Sud a été, de son propre aveu, de courte durée. Pourtant, il n'en tire pas moins de grandes conclusions générales sur nos affaires et nous impose des comportements raciaux que nous n'avons pas; il juge notre presse en s'appuyant pour une bonne mesure sur une source d'information aussi autorisée que *Content*, «un mensuel d'information de Toronto consacré surtout à la critique des media canadiens». M. Young avait beaucoup à dire sur nos quotidiens afrikans – mais comprend-il cette langue? A-t-il une seule fois dans sa vie lu un quotidien afrikans?

Il est à peine nécessaire que je me porte à la défense de la presse sud-africaine; je suis d'ailleurs convaincu que nos quotidiens seraient horrifiés d'apprendre qu'un représentant de leur gouvernement agit de la sorte. Notre presse est tout à fait capable de se défendre, comme pourront en attester ceux de vos lecteurs qui ont déjà vu un quotidien sud-africain. Peu de gouvernements sont attaqués par la presse nationale de façon aussi persistante, véhémement et, quelquefois, irresponsable.

M. Young accuse toutefois notre gouvernement d'avoir emprunté «les méthodes les plus répressives pratiquées par les régimes communistes» pour étouffer la dissension en Afrique du Sud. Je voudrais à ce point-ci rappeler à vos lecteurs le principe de Moynihan – fondé sur une remarque de Daniel P. Moynihan – qui veut que le degré de répression dans un pays soit inversement proportionnel au nombre de voix qui s'élèvent contre l'injustice dans ce pays. Si les accusations de M. Young sont correctes, comment explique-t-il que chaque détail négatif entourant la mort de Steve Biko ait été rigoureusement exposé en plein tribunal et analysé sous tous ses angles dans la presse sud-africaine? Comment explique-t-il qu'il ait lui-même pu visiter l'Afrique du Sud et écrire si librement et négativement sur nos affaires et que nombre de ses collègues aient pu en faire autant? Comment peut-il expliquer la légende d'une des photographies illustrant son article et qui se lit: «Au stade, plusieurs participants ont pris la parole à tour de rôle pour condamner le gouvernement sud-africain et sa police de sécurité». M. Young devrait consulter quelqu'un qui a une connaissance pratique des pays communistes et du Tiers monde pour vérifier si de telles manifestations seraient tolérées dans ces sociétés.

M. Young signale à vos lecteurs que «le gouvernement intensifie la répression». Il fait complètement abstraction des changements constitutionnels fondamentaux qui se produisent en Afrique du Sud, des mesures qui ont été prises pour régler la question de la discrimination raciale, du rétrécissement de l'écart entre les salaires ainsi que des réformes entreprises au regard des populations noires qui vivent dans les villes. Il est concevable qu'il ne soit pas d'accord avec nous pour ce qui est du rythme de ces réformes ou même de leur